

**UNE SEMAINE DE DETENTION ILLEGALE POUR CLOVIS MUTSUVA : C'EST ASSEZ !!
LA LUCHA EXIGE SA LIBÉRATION.
Communiqué N°: LUCHA/2019007**

Le 14 Août 2019, monsieur Clovis Mutsuva, président de la Coordination Interuniversitaire de Beni et fervent militant de la LUCHA à Beni a été brutalement arrêté aux environs du Stade de Kalinda en commune Mulekera, ville de Beni. Lors de son arrestation, Clovis a été fortement torturé par une dizaine des policiers avant d'être transféré à l'auditorat militaire opérationnel où il est détenu jusqu'à ces jours.

Quelques jours avant son arrestation, Clovis Mutsuva avait lancé au nom de la coordination interuniversitaire de Beni un appel à la formation des jeunes par les forces armées de la RDC au stade municipal de Kalinda en vue d'aider les forces loyalistes à faire face aux assaillants armés qui insécurisent la région de Beni depuis 5 ans et ont fait plus de 3000 morts.

Comme affirmé par les étudiants de Beni lors de leur échange avec le général Major Marcel Mbangu le 15 Août 2019, cette action citoyenne pacifique n'avait rien d'une formation militaire ou la formation d'une milice d'autodéfense. L'objectif de cette simulation était de susciter l'attention des autorités nationales et internationales sur la crise sécuritaire actuelle dans la région de Beni. Malgré les multiples actions de plaidoyer des étudiants, de la LUCHA et des autres forces vives locales sur la situation sécuritaire de Beni, aucune mesure conséquente n'a été prise par les autorités Congolaises et la MONUSCO pour endiguer les massacres répétitifs dans la région de Beni.

Clovis Mutsuva incarne aujourd'hui cette population qui crie, alerte mais aucun décideur ne prête oreille à ses soupirs de désespoir. Il représente cette jeunesse qui voit chaque jour ses proches périr à la machette mais à qui on interdit de s'en plaindre publiquement. Son arrestation et sa détention ne se justifient pas.

Ainsi, La LUCHA :

1. Condamne ainsi l'arrestation arbitraire, la détention illégale et les actes de torture dont a été victime monsieur Clovis Mutsuva depuis le 14 Août 2019 et exige sa libération immédiate et sans condition.
2. Appelle à l'arrêt des actes de répression contre ceux qui se plaignent pacifiquement de la persistance des tueries dans la région de Beni. Nous exigeons de ce fait les poursuites judiciaires contre les policiers auteurs de la mort de 3 civils à Oicha le 19 Aout 2019 lors d'une manifestation de protestation contre la tuerie de 4 civils la veille à Mbau.
3. Exhorte le président de la République à prendre des mesures conséquentes pour sécuriser effectivement la région de Beni et apporter une assistance Humanitaire aux populations locales appauvries par 5 ans de conflits armés.

Fait à Beni, le 21 Août 2019

La cellule de communication